

LE 19 SEPTEMBRE 2019

SERVICE PUBLIC DE L'ÉNERGIE : OSONS NOUS ENGAGER !

Les organisations syndicales sont unanimes ; les salariés de nos entreprises doivent afficher leur ferme opposition au projet HERCULE lors de la journée d'appel unitaire du jeudi 19 septembre. Cet avis est partagé par bon nombre de nos encadrants.

Aujourd'hui, c'est bien de l'avenir du service public et de la pérennité d'EDF dont il est question, mais aussi de l'avenir de nos emplois et de nos garanties collectives pour l'ensemble des salariés actifs et retraités.

Au moment où l'urgence climatique s'impose à tous et où l'électricité devient l'énergie du XXIème siècle, ce projet n'a ni pour objectif de faciliter l'accès à l'énergie pour les usagers, ni même vocation à encourager ou promouvoir une réelle transition écologique.

L'état veut simplement nous imposer le projet HERCULE pour finir de déconstruire un modèle d'entreprise publique, ouvrir le capital à hauteur de 35% (dans un premier temps) et privatiser les activités qui rapportent le plus, comme ENEDIS, EDF Renouvelables, la Direction Commerce d'EDF, DALKIA, la DSEI et bien d'autres...

Mais pourquoi ces activités-là ?

Parce qu'elles sont encadrées par des contrats de services pluriannuels dont la durée peut s'étaler sur des dizaines d'années, avec des revenus garantis ou par un tarif réglementé (TURPE à Enedis).

Le remake du feuilleton « Engie »

Pour illustrer notre propos, revenons sur l'exemple de GDF :

- ▶ ouverture du capital en 2004 avec l'état actionnaire à plus de 80%, engagement de N. Sarkozy pour que cette participation de l'état ne passe jamais sous ce seuil et promesse du maintien de la mission de service public,
- ▶ fusion avec SUEZ en 2008, l'état devient actionnaire minoritaire, les embauches ne se font plus sur des emplois statutaires,
- ▶ le groupe devient ENGIE en 2015, la participation de l'état est légèrement supérieure à 20 %.



UFICT
mines-énergie

Un espace de confiance pour agir

INGÈS
CADRES
TECHS

Finalement, 15 ans après, l'entreprise historique GDF a perdu sa mission de service public. Les usagers sont maintenant des consommateurs, les tarifs du gaz ont augmenté sans commune mesure. Le nombre d'agents statutaires est en chute libre et ces salariés au statut sont désormais minoritaires.

La rémunération des actionnaires est l'unique priorité.

Face aux enjeux de l'urgence climatique et de la réponse aux besoins des populations actuelles et futures, ce n'est pas en ouvrant davantage le capital aux intérêts privés ou en cloisonnant encore plus l'ensemble des entreprises que nous sauverons l'avenir de l'entreprise et le nôtre.

Un autre scénario est possible

Il est nécessaire de réintégrer l'ensemble des activités du groupe, voire même de créer un nouvel Établissement Public à caractère Industriel et Commercial de l'énergie en France.

Nous devons continuer à développer l'utilisation des énergies électriques, que ce soit en améliorant les réseaux, en continuant de garantir la distribution aux usagers au meilleur prix, en maintenant la péréquation tarifaire, en sécurisant l'indépendance de notre production, en poursuivant l'innovation dans le domaine des énergies renouvelables et du stockage mais aussi en réfléchissant au futur nucléaire. L'abandon désormais officiel d'Astrid par le CEA est, en ce sens, une nouvelle aberration écologique et économique !

Pour y parvenir, l'Etat doit garantir les investissements présents et à venir dans un système électrique intégré.

M. LEVY ne pourra pas mener à terme cette évolution du Groupe EDF sans l'adhésion de l'ensemble des salariés. Son projet actuel n'est en rien la solution pour répondre à la question de la dette et des investissements d'EDF.

Une solution pour construire une autre alternative :

Jeudi 19 septembre, **assumer et oser s'inscrire dans la journée de mobilisation** intersyndicale en étant en grève et en participant aux différentes initiatives prévues.

Montreuil le 5 septembre 2019.



L'Union Fédérale des Ingénieurs, Cadres et Techniciens
de l'énergie appelle les salariés à se mobiliser

le 19 septembre 2019
contre le projet hercule



UFICT
mines-énergie

Un espace de confiance pour agir